



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°11 – 10 novembre 2021

SOMMAIRE

ROYAUME-UNI

- Marché du porc : sous la pression des opérateurs économiques, le gouvernement annonce des mesures destinées à aider le secteur porcin à recruter des travailleurs étrangers.
- Reprise de la production de fertilisants et de CO₂ mais la situation reste critique
- Consultation pour négocier un accord de commerce avec le conseil de coopération du Golfe
- Le gouvernement britannique a annoncé avoir conclu avec la Nouvelle-Zélande les principes d'un futur accord de libre-échange
- Une nouvelle commission du commerce et de l'agriculture (TAC) a été lancée par la ministre du commerce international, Anne-Marie Trevelyan
- A l'occasion de la présentation du budget britannique le 27 octobre, le chancelier a annoncé une réforme substantielle des droits d'accises sur l'alcool

IRLANDE

- Le gouvernement irlandais a annoncé le 4 novembre son Plan d'Action Climat pour l'Irlande.
- Le ministère de l'agriculture irlandais a dévoilé le 20 octobre son projet de Plan Stratégique National dans le cadre de la nouvelle PAC
- Le nombre de contrôles opérés par les inspecteurs du ministère de l'Agriculture et les responsables de la santé sur les produits alimentaires et végétaux et les animaux vivants dans les ports irlandais a été multiplié par 20 depuis le Brexit
- Le biométhane pourrait réduire de 25 % les émissions des exploitations bovines selon un rapport
- Le ministre de l'agriculture a reçu le 11 octobre le rapport du groupe de travail sur le secteur de la pêche
- La montée des prix des engrais fragilise les revenus des agriculteurs

PAYS-BAS

- La hausse des prix du gaz touche durement les horticulteurs, et pourrait avoir des conséquences tant sur les consommateurs que sur les importations néerlandaises
- Selon l'Autorité néerlandaise pour les consommateurs et les marchés (ACM), le plus grand obstacle à la transition vers une agriculture plus durable est la demande encore faible des consommateurs pour ce type de produits
- Le gouvernement néerlandais impose le confinement des volailles après l'émergence de cas de grippe aviaire dans un élevage de poules pondeuses à Zeewolde
- Le ministère de l'Agriculture prolonge son soutien financier pour le projet Carbon Farming jusqu'en août 2022
- Les subventions européennes reçues par les entreprises agroalimentaires néerlandaises Nutreco et Mosa Meat rapprochent la viande cultivée de la viabilité commerciale

Pour aller plus loin – Royaume-Uni :

CAMPAGNE TASTE FRANCE POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES A L'EXPORT

ROYAUME-UNI

Marché du porc : sous la pression des opérateurs économiques, le gouvernement annonce des mesures destinées à aider le secteur porcin à recruter des travailleurs étrangers.

Début octobre, le secteur appelait le gouvernement britannique à assouplir les règles d'immigration pour permettre à davantage de bouchers de venir travailler dans les abattoirs britanniques. La *National Pig Association* avait averti que plus de 120 000 porcs pourraient être abattus en exploitation en raison du manque de main d'œuvre dans les abattoirs, si aucune mesure n'était prise de la part du gouvernement. La directrice générale, Zoe Davies, avait déclaré que plus de 6 000 animaux sains avaient déjà été abattus dans les exploitations. Le Defra a finalement confirmé le 16 octobre dernier que jusqu'à 800 bouchers étrangers pourraient désormais demander des visas à partir des allocations existantes dans le cadre de son programme pilote de travailleurs saisonniers. Ce programme est ouvert aux demandes jusqu'au 31 décembre et permettra aux bouchers étrangers de travailler au Royaume-Uni **pendant une période de six mois.**

Reprise de la production de fertilisants et de CO₂ mais la situation reste critique

L'industrie du CO₂ a conclu un [accord](#) pour assurer l'approvisionnement des entreprises britanniques, y compris celles du secteur de la transformation alimentaire. Les acheteurs de

CO₂ ont accepté d'augmenter leur prix d'achat à CF Fertilisers pour permettre à l'entreprise de continuer de fonctionner malgré la hausse des prix de l'énergie. CF Fertilisers produit environ 60 % des besoins commerciaux en CO₂ du Royaume-Uni sur deux sites, dont un seul va reprendre la production.

Par ailleurs, Ensus, l'un des principaux producteurs commerciaux de CO₂, a rouvert son usine de Wilton après l'avoir fermée temporairement pour une maintenance planifiée, ce qui a permis de sécuriser davantage l'approvisionnement. L'usine de Wilton peut produire jusqu'à 40 % des besoins en CO₂ du Royaume-Uni.

Consultation pour négocier un accord de commerce avec le conseil de coopération du Golfe

Le Royaume-Uni se prépare à négocier un **accord commercial avec le Conseil de coopération du Golfe** et a lancé une [consultation](#) pour recueillir l'avis du public et des entreprises avant le début des négociations en 2022. La consultation se terminera le 14 janvier 2022.

Le gouvernement britannique a annoncé avoir conclu avec la Nouvelle-Zélande les principes d'un futur accord de libre-échange

Pour les produits agricoles, l'accord prévoit une **libéralisation complète des lignes tarifaires** avec un délai de 15 ans pour la viande ovine, 10 ans pour le bœuf (+5 ans supplémentaires avec sauvegarde spécifique), 5 ans pour le fromage et le beurre et trois ans pour les pommes. La

montée en puissance des exportations en provenance de Nouvelle-Zélande sur ces produits est prévue dès l'entrée en vigueur via l'ouverture de contingents dédiés.

La NFU (principal syndicat agricole britannique) a réagi en indiquant que cette annonce conduirait à ouvrir le marché britannique à des volumes supplémentaires d'importations significatifs, sans assurance sur le respect des normes de production britanniques.

Une nouvelle commission du commerce et de l'agriculture (TAC) a été lancée par la ministre du commerce international, Anne-Marie Trevelyan

Annoncée le même jour que l'accord avec la Nouvelle-Zélande, cette commission, prévue par la nouvelle loi sur le commerce (Trade Act), sera présidée par Lorand Bartels, professeur de droit international. Elle aura pour rôle officiel **d'informer le Parlement et le public sur la manière dont les nouveaux accords de libre-échange respectent les lois britanniques** sur le bien-être animal, la santé animale et végétale et l'environnement. L'avis de la TAC alimentera un rapport qui sera présenté au Parlement avant la ratification de tout nouvel ALE et après l'étape de la signature.

A l'occasion de la présentation du budget britannique le 27 octobre, le chancelier a annoncé une réforme substantielle des droits d'accises sur l'alcool

Le Royaume-Uni souhaite [simplifier les droits d'accises](#) sur les alcools. Le droit d'accise sera appliqué par tranches en fonction du volume d'alcool. Ce nouveau système devrait conduire à une réduction de la taxe sur les vins pétillants mais pourrait augmenter celle sur certains vins rouges. Le cumul de ces annonces représenterait une baisse de fiscalité de 3 Md£ sur les cinq prochaines années.

IRLANDE

Le gouvernement irlandais a annoncé le 4 novembre son Plan d'Action Climat pour l'Irlande.

Le Plan d'Action Climat définit la voie à suivre pour atteindre **l'objectif global de réduction des émissions de GES totaux de l'Irlande de 51 % d'ici 2030**. [Le rapport technique sur les budgets carbone](#) finalisé par le CCAC lundi 25 octobre, avait établi **trois budgets carbone quinquennaux**. Le premier couvre la période **de 2021 à 2025**, et l'Irlande devra alors réduire ses émissions de GES de **4,8% par an** ; le deuxième la période **de 2026 à 2030**, durant laquelle l'Irlande devra réduire ses émissions de **8,3% par an** ; et le troisième budget, qui n'est que provisoire à ce stade, couvre la période de **2031 à 2035**. C'est à partir de cette proposition du CCAC que le gouvernement irlandais a établi le [Plan d'Action Climat](#) qui statue notamment sur les plafonds d'émission par secteur économique. En ce qui concerne l'agriculture, le gouvernement a imposé **une réduction d'émission de GES comprise entre 22 et 30%** par rapport au niveau d'émission de 2018. Un certain nombre de mesures pour y parvenir sont explicitées dans le Plan d'Action, comme diminuer le recours à l'azote chimique, intégrer l'utilisation de prairies multi-espèces, améliorer la génétique des troupeaux, développer l'agriculture biologique, réduire l'âge moyen d'abattage des bovins et diversifier les exploitations par la sylviculture, le biométhane et la production d'énergie.

Le ministère de l'agriculture irlandais a dévoilé le 20 octobre son projet de

Plan Stratégique National dans le cadre de la nouvelle PAC

Le 20 octobre, le ministre de l'agriculture a présenté les grandes lignes du [Plan stratégique national](#). Il a notamment annoncé une enveloppe de 2,3 Mds d'€ de financement national sur le 2nd pilier (sur la durée de la programmation), qui conduira à un taux de cofinancement de 60% (contre 47% dans la précédente PAC). Cette augmentation du budget est en partie rendue possible par l'attribution de recettes issues de la taxe carbone. Sur le premier pilier, le ministre a présenté ses propositions concernant le ciblage des aides directes (convergence, redistribution et plafonnement) et annoncé que 25% de l'enveloppe du premier pilier serait consacré au nouvel éco-régime.

Le nombre de contrôles opérés par les inspecteurs du ministère de l'Agriculture et les responsables de la santé sur les produits alimentaires et végétaux et les animaux vivants dans les ports irlandais a été multiplié par 20 depuis le Brexit

Les inspecteurs du ministère de l'Agriculture et les responsables de la santé traitent actuellement environ **1 700 envois par semaine**, contre moins de 100 par semaine l'année dernière dans le cadre de nouveaux contrôles sanitaires et phytosanitaires (SPS) aux frontières sur les marchandises importées de Grande-Bretagne. Environ 1 envoi sur 200 est rejeté en raison de documents incomplets. Les importateurs se sont plaints des retards associés à l'augmentation des contrôles et de la documentation post-Brexit.

Le biométhane pourrait réduire de 25 % les émissions des exploitations bovines selon un rapport

Selon un nouveau [rapport](#) établi à la demande de Gas Networks Ireland et examinant la durabilité de la production de biométhane en Irlande, le biométhane produit par l'agriculture pourrait être livré de manière durable et à grande échelle pour aider à réduire les émissions à la ferme et à décarboner le système énergétique irlandais. Entrepris par Devenish Nutrition et KPMG, le rapport s'appuie sur la recherche universitaire existante, ainsi que sur les données de la ferme de recherche Dowth dans le comté de Meath.

Le ministre de l'agriculture a reçu le 11 octobre le rapport du groupe de travail sur le secteur de la pêche

Le groupe de travail examine dans ce [rapport](#) les impacts de l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni (TCA) sur le secteur pêche, les dispositions de financement nécessaires pour faire face aux pertes et le rôle de la politique agricole commune. Selon ses conclusions, le Gouvernement devrait allouer 423M€ au secteur de la pêche pour compenser les pertes liées au Brexit. Le rapport propose :

- Des mesures de restructuration de la flotte à long terme par le biais de régimes d'arrêt définitif volontaire pour les secteurs du poisson blanc et de la pêche côtière, qui rétabliront l'équilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche disponibles.
- Des mesures de soutien à court terme, y compris un régime d'arrêt temporaire volontaire et des régimes de soutien pour les secteurs de la

capture, de la transformation et de la commercialisation.

- Des initiatives potentielles à terre dans les domaines de la transformation, de l'aquaculture, de l'infrastructure marine publique et du développement local dirigé par les collectivités locales (CLLD) pour renforcer les communes dépendantes de l'industrie de la pêche.

Le ministère de l'agriculture examinera le rapport afin de mettre rapidement en place certaines des mesures recommandées, qui pourraient notamment être financées par la réserve d'ajustement du Brexit et par le Fonds européen pour les affaires maritimes et de la pêche (FEAMP).

La montée des prix des engrais fragilise les revenus des agriculteurs

Les coûts de production dans l'agriculture ne cessent d'augmenter, dont notamment le prix des engrais, mais également de la nourriture pour animaux, de l'énergie, et du carburant. Le prix du mélange d'urée et de nitrate d'ammonium a en effet augmenté de plus de 225 % par rapport à l'année dernière, l'urée étant désormais cotée à 860 € la tonne. Les syndicats agricoles irlandais ont alerté le gouvernement et la Commission sur cette situation et demandent un soutien, alors que, selon eux, les coûts de production pourraient bientôt dépasser les prix perçus par les agriculteurs.

PAYS-BAS

La hausse des prix du gaz touche durement les horticulteurs, et pourrait avoir des conséquences tant sur les consommateurs que sur les importations néerlandaises

Les pénuries croissantes de gaz naturel et le prix élevé que cela entraîne frappent durement les horticulteurs du sud des Pays-Bas, qui en sont particulièrement dépendants.

Selon les syndicats néerlandais, un mètre cube de gaz sur le marché libre coûte aujourd'hui entre 60 et 70 centimes d'euro, contre 5 à 15 centimes un an auparavant, soit une augmentation comprise entre +300% et +1300%, et de nombreux horticulteurs envisageraient un changement de culture, du fait de l'absence de rentabilité d'un grand nombre de leurs activités. Par ailleurs, les hausses de coûts de production se répercuteront probablement sur le consommateur : anticipant les difficultés des horticulteurs, les fournisseurs ont déjà annoncé des augmentations de prix à la consommation.

Le secteur horticole néerlandais est également en discussion avec le fournisseur de CO₂ Nippon qui a soudainement interrompu ses fournitures pour une période indéterminée la semaine dernière, en raison des prix sans précédent du gaz naturel et de l'énergie en ce moment et en raison de l'arrêt de la production d'ammoniac dans divers endroits en Europe. A l'automne, le secteur horticole néerlandais dépend largement de la fourniture de CO₂, notamment pour la production de fraises. Nippon pourrait reprendre ses livraisons la semaine prochaine mais d'autres secteurs comme les hôpitaux ou les

abattoirs pourraient être jugés prioritaires par rapport à l'horticulture.

Selon l'Autorité néerlandaise pour les consommateurs et les marchés (ACM), le plus grand obstacle à la transition vers une agriculture plus durable est la demande encore faible des consommateurs pour ce type de produits

L'ACM a publié une actualisation de l'Agro-Nutri Monitor dont l'objectif est de mieux comprendre l'évolution des prix des produits conventionnels et durables pour certains produits (oignons, choux de Bruxelles, poires, tomates, lait, porc et pommes de terre de table ont été examinés dans le moniteur). Le moniteur montre que pour beaucoup de produits biologiques, les coûts plus élevés associés à la production sont compensés par le prix plus élevé que reçoivent les producteurs. Cependant, le moniteur montre également qu'il existe des produits pour lesquels les résultats d'exploitation sont plus favorables pour les produits conventionnels que leurs alternatives biologiques. Les pommes de terre de table et les produits laitiers en sont des exemples : le prix supplémentaire perçu pour ces produits ne couvre pas les coûts supplémentaires. Selon l'ACM, le plus grand obstacle à la transition durable est ainsi la faible demande des consommateurs pour des produits durables. Le rapport mentionne d'autres recherches qui montrent que la plupart des Néerlandais se disent prêts à payer plus, mais que cela ne transparait pas automatiquement dans leur comportement d'achat réel.

Le gouvernement néerlandais impose le confinement des volailles après l'émergence de cas de grippe aviaire dans un élevage de poules pondeuses à Zeewolde

Depuis mardi 26 octobre, **les autorités sanitaires néerlandaises ont demandé à tous les éleveurs de volaille de confiner leurs animaux**, à la suite de la découverte d'un foyer de grippe aviaire H5 dans un élevage de la province centrale du Flevoland, à Zeewolde.

Le ministère de l'Agriculture prolonge son soutien financier pour le projet Carbon Farming jusqu'en août 2022

Carbon Farming est un projet européen de 3 ans dans lequel Bionext et ZLTO travaillent avec des partenaires de Norvège, de Belgique et d'Allemagne pour stimuler une bonne gestion des sols par les entrepreneurs agricoles et une séquestration supplémentaire du carbone. Le projet *Carbon Farming* examine ce que les agriculteurs peuvent faire sur leurs terres, mais les partenaires du projet veulent également impliquer d'autres maillons de la chaîne. Le but est de rechercher de nouveaux modèles de revenus qui devraient rendre plus intéressant pour l'agriculteur de travailler activement à la séquestration du carbone.

Les subventions européennes reçues par les entreprises agroalimentaires néerlandaises Nutreco et Mosa Meat rapprochent la viande cultivée de la viabilité commerciale

Le projet collaboratif « *Feed for Meat* » entre les deux sociétés a reçu 2 millions d'euros de subventions européennes, investies dans la recherche sur la réduction du coût des milieux de culture cellulaire, principal frein financier à la culture cellulaire de viande dans une perspective commerciale. En remplaçant les ingrédients aujourd'hui de qualité pharmaceutique, par des ingrédients alimentaires provenant de la chaîne d'approvisionnement de Nutreco, Mosa Meat prévoit que le coût des milieux de culture pourrait être réduit d'au moins un facteur 100. En 2019, Mosa Meat avait déjà remplacé le sérum de veau fœtal dans les milieux de culture cellulaire.

Pour aller plus loin – Royaume-Uni : CAMPAGNE TASTE FRANCE POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES A L'EXPORT

La campagne « Taste France » officiellement lancée par le gouvernement en février 2020 a pour objectif de promouvoir les produits alimentaires français à l'international afin d'encourager leurs ventes et accroître leur notoriété.

« Taste France », inclut des actions événementielles et digitales avec au cœur de la campagne « Taste France Magazine », le 1er magazine digital 100 % produits français. Elaboré en partenariat avec l'agence SOPEXA, concessionnaire de service public du ministère de l'agriculture, ce media digital, qui inclut une plateforme web et une présence sur les principaux réseaux sociaux (Instagram, Facebook, Pinterest, YouTube) est déployé en plusieurs langues (anglais, allemand, japonais, chinois, français et prochainement en espagnol), pour faire connaître la gastronomie et les

produits français, dans un esprit d'ouverture sur les autres cultures alimentaires.

PROGRAMME ROYAUME-UNI - 2022

Taste France Magazine

Tastefrance.com propose des offres de visibilité dédiées aux marques et aux filières qui souhaitent s'y associer pour promouvoir leurs produits auprès des consommateurs britanniques.

Epicerie française - Taste of London : 15 -19 juin 2022 *

En 2022, la seconde édition de « L'épicerie fine & Bar à vin » Taste France devrait être reconduite sur le festival culinaire Taste of London

Nous proposerons aux entreprises des offres comprenant un espace individuel pour la présentation et vente de vos produits, une forte visibilité sur Taste France Magazine ainsi qu'une campagne d'influence marketing.

*confirmation en décembre 2021

Pour plus d'informations sur les offres commerciales disponibles, merci de contacter Gersende Pommery à Sopexa UK gersende.pommery@sopexa.com

+44 738 451 1156

Lien Taste France Magazine - www.tastefrancemagazine.com

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international